

ARCOH IPEL

Journal du Forum Civique Européen

ITALIE/REPRESSION

Coupable de délit d'humanité

La sentence du tribunal de Locri qui condamne Mimmo Lucano à une peine de 13 ans et deux mois de prison ferme, nous laisse abasourdi·es, indigné·es, incrédules. L'Italie qui croit encore en la démocratie et dans l'administration de la justice est déconcertée. Les sept ans demandés par le Ministère public nous paraissaient déjà une monstruosité, mais là, avec une telle sentence, le juge a doublé la mise en allant au-delà de tout prétexte juridique.

Je connais Mimmo Lucano depuis l'automne 1998, lorsqu'il était venu à Badolato. Le CRIC, une ONG très active à l'époque, y avait mis en place le premier projet d'accueil de migrant·es, dans le but de faire renaître cet ancien bourg abandonné. Mimmo, avec la simplicité et la spontanéité qui l'ont toujours distingué, était venu nous annoncer qu'il voulait réaliser la même chose à Riace: «*Vous me donnez un coup de main?*». C'est ainsi que naquit le projet-Riace, grâce à un prêt de la Banque éthique et, surtout, grâce à la solidarité de nombreuses associations italiennes et étrangères, notamment la communauté anarchiste de Longo maï qui a soutenu le projet, non seulement économiquement mais aussi en organisant un réseau de «tourisme solidaire». Et puis Recosol, le réseau des communes solidaires qui, pendant plus de vingt ans a soutenu cette expérience et en a fait un projet collectif. Mimmo Lucano est l'icône de Riace: il a dédié toute sa vie d'adulte à son projet et il est allé jusqu'à renoncer à sa propre famille pour s'occuper de l'accueil des migrant·es. L'attaquer avec une telle violence, c'est attaquer le mo-

dèle Riace, connu dans le monde entier comme le symbole concret de l'accueil montrant une autre image de la Calabre et de l'Italie. Un modèle qui a été capable de démontrer l'existence d'une réelle alternative aux bidonvilles, aux ghettos, aux politiques de refoulement mises en place contre des êtres humains qui ne demandent que de pouvoir vivre avec dignité.

Mais il y a autre chose: le modèle Riace, repris par de nombreuses autres communes calabraises et dans d'autres régions, a montré le chemin vers la récupération de «zones intérieures», abandonnées et dégradées. Il a proposé une réponse efficace aux risques environnementaux tels que les éboulements et inondations provoquées par la désertification progressive et dramatique des grandes parties du territoire tellement précieux pour un futur durable du pays. Qu'a donc fait Lucano d'assez grave pour mériter une peine réservée généralement aux assassins endurcis, aux mafiosi, aux trafiquants internationaux de drogue, aux violeurs, aux terroristes?

On accuse l'ex-maire de Riace d'avoir favorisé l'immigration clandestine pour avoir

conseillé à une femme immigrée désespérée, qui allait être renvoyée dans son pays, d'épouser un homme âgé. Dans de telles circonstances, qui parmi nous ne l'aurait pas suggéré comme ultime remède? Et puis, si l'on considère comme un délit le fait de célébrer un mariage entre une jeune femme immigrée et un homme âgé italien, alors nous devrions annuler des milliers de

Lettre de solidarité à Domenico Lucano

Une honte! Un verdict inacceptable. Une sentence très lourde et injuste. La ligne politique de ces dernières années frappe et coule ceux et celles qui n'acceptent pas de se plier à sa logique néfaste, économique et de pouvoir. C'est la politique qui a condamné Domenico Lucano, pas la justice. Une infamie qui a commencé à faire des dégâts il y a quelque temps, détruisant le travail et l'engagement pour faire de Riace un lieu d'accueil et de renaissance. Notre solidarité humaine et politique, cher Domenico, est pour toi et pour les coaccusé·es impliqué·es, Lem Tesfahun, Cosimina Ieranò, Annamaria Maiolo, Salvatore Romeo, Jerry Tornese, Antonio Capone, Oberdan Pietro Curiale, Giuseppe Ammendolia, Gianfranco Musuraca, Maurizio Senese et Maria Tavernini. Sous les décombres de cette condamnation se cachent les responsabilités politiques de l'Italie et de l'Europe. Les horreurs commises à l'encontre de ceux et celles qui sont contraint·es de payer pour les scélérates politiques migratoires, pèsent comme du plomb. Néanmoins nous, tou·tes ensemble, nous continuerons à tisser des liens, à échanger des connaissances et à lutter pour le changement. Jusqu'au bout.

Forum Civique Européen



Domenico «Mimmo» Lucano avec un ami

mariages et envoyer tous les mariés en prison.

Et puis il y a d'autres lourdes et incroyables accusations: clientélisme avec finalités électorales, escroquerie, détournement de fonds, abus de pouvoir. Et pourtant, on n'a jamais trouvé un seul centime dans ses poches et il n'y a aucune preuve qu'il se soit en aucune manière approprié de l'argent public. La vérité, dérangeante, voire très dérangeante est la suivante: Lucano est accusé de «délit d'humanité». Il a accueilli des dizaines de milliers de migrant·es que la Préfecture lui envoyait sans discontinuer, en ultime secours. Il a essayé de les faire travailler de façon digne. Il a essayé de redonner vie à un village quasiment complètement abandonné.

donné. Pour ces raisons, il est maintenant un de plus dangereux délinquants en circulation.

Certes, ses lacunes administratives, son peu de familiarité avec les règles bureaucratiques, lui ont fait commettre un certain nombre d'erreurs. Il n'y a jamais eu de délit, ni de détournement, ni association de malfaiteurs... seulement une ingénuité, dictée en grande partie par une intolérance aux limites de notre bureaucratie étriquée.

Avec ce rendu, le tribunal de Locri intègre «de fait» le délit d'humanité dans le paysage juridique de notre pays et crée un précédent inquiétant: un autre signal de la crise profonde qui traverse notre magistrature et les institutions démocratiques. Nous en prenons

acte sans nous rendre car nous ne voulons pas nous réveiller dans le pays d'Erdogan.

Pour sauver notre démocratie et notre société, une manifestation se tiendra ici à Riace en son soutien. Evidemment, nous ne nous arrêterons pas là et nous comptons sur le fait que cette condamnation, si incroyablement injuste, puisse être annulée en appel.

Tonino Perna*

Article paru dans

Il Manifesto du 01/10/2021

* Tonino Perna est un économiste, sociologue et homme politique italien, depuis 2020 maire-adjoint de la ville de Reggio Calabria.

MIGRATIONS

Un grand élan de solidarité

Les 15, 16 et 17 octobre derniers, le Forum Civique Européen a organisé à Bâle et à Genève une collecte de matériel pour les réfugié·es en détresse dans les Alpes. Il s'agissait de trouver des vêtements pour les nombreuses personnes en fuite, notamment d'Afghanistan, d'Irak et d'autres pays en guerre ou en crise, qui tentent de traverser les Alpes, de l'Italie vers la France. Des deux côtés de la frontière, nous recherchions des équipements et du matériel pour les réfugié·es afin qu'elles puissent voyager bien préparé·es et arriver en toute sécurité.

La réponse à notre appel a été un énorme succès. Près de cinq tonnes de matériel ont été apportées aux points de collectes, à Genève et à Bâle. Nous avons reçu des centaines de paires de chaussures, sacs à dos, sacs de couchages, pantalons et vestes de ski, raquettes pour se déplacer dans la neige, pulls, sous-vêtements thermiques, bonnets, gants, écharpes, mais aussi du matériel plus technique: téléphones portables, thermos pour thé chaud, ordinateurs portables et jumelles. Nous avons aussi été particulièrement touché·es de recevoir un colis avec des petites chaussettes, bonnets et mouffles pour bébé que quelqu'un·e avait soigneusement tricotés pour l'occasion. Plusieurs magasins aussi nous ont donné des stocks importants de chaussures et de vêtements de qualité.

Au cours de ces quatre journées, plusieurs centaines de personnes ont apporté des affaires et ont aussi voulu exprimer leur solidarité avec des personnes en situation de migration. Nous avons été impressionné·es de voir que certaines personnes étaient venues de loin, de Saint-Gall, de Neuchâtel ou de Berne, en train ou en voiture. D'autres, comme à Delémont, ont organisé des collectes locales pour nous. Face à l'inhumanité de la politique migratoire et à la fermeture des frontières, directement responsables de blessures graves et de morts d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de traverser des frontières à des endroits impossibles, de

nombreuses personnes ont voulu manifester et aider concrètement avec un don de matériel.

Heureusement, vous étiez nombreux/ses pour nous aider à trier, ranger, emballer et étiqueter ces montagnes d'affaires destinées aux migrant·es. Par la suite, nous avons tout chargé dans quatre camionnettes qui sont

parties vers Briançon. Une fois sur place, une partie du matériel de montagne va être réparti entre le côté italien et français du col du Montgenèvre pour équiper les migrant·es et les personnes solidaires. Les vêtements de ville seront distribués par les maraudeur·euses à Briançon pour permettre aux migrant·es qui souhaitent continuer leur route vers Paris ou vers l'Allemagne de s'habiller correctement.

Encore une fois un grand merci à tout le monde pour cet élan de solidarité.

Paul Braun

FCÉ



Une bénévole au tri du matériel collecté à Bâle

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Novembre 2021 - Nr. 308 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

La lettre de la honte

Rédigée par les ministres de l'Intérieur de 12 pays de l'Union européenne, cette lettre est indécente. Les «gendarmes de l'Europe» veulent effacer le droit d'asile¹. Ils demandent de clôturer l'Union européenne en construisant des murs pour repousser les migrant·es. La lettre qu'elles adressent à la Commission européenne est une tentative sans précédent de subvertir les principes fondamentaux de l'ordre démocratique européen.

Le 7 octobre, les ministres de l'Intérieur de douze pays de l'UE (Autriche, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne et Slovaquie) ont envoyé une lettre à la présidente de la Commission européenne. Il ne s'agit pas seulement de pays du groupe de Visegrad², mais aussi de nombreux autres pays avec différentes orientations politiques.

La lettre sollicite la Commission européenne pour qu'elle opère une modification du cadre juridique actuel de l'UE, afin de contrer les tentatives d'instrumentalisation de la migration illégale qui, selon leur jugement, seraient pratiquées à des fins politiques par des Etats non-membres de l'UE. Dans la lettre, d'autres «menaces hybrides» pas mieux définies sont aussi mentionnées (hybrid threats).

Cette missive se réfère explicitement au rapport de la Commissaire, Mme Von der Leyen, du 29 septembre dernier où, en prenant la Biélorussie comme exemple, elle met en évidence l'existence d'un trafic de migrant·es parrainé par l'Etat (State-sponsored migrant smuggling). Cela signifie qu'un Etat crée et facilite de façon artificielle la migration irrégulière, tout en utilisant la pression migratoire à ses propres fins politiques. Dans le discours susmentionné, Mme Von der Leyen évoque vaguement la nécessité pour l'UE de se doter d'une sorte de boîte à outils renforcée qui puisse rassembler toute la gamme d'instruments opérationnels, légaux, diplomatiques et financiers dont elle dispose, afin de combattre ce nouveau phénomène. Mais il ne faut pas oublier que, en sollicitant de façon générique ce type d'intervention, la Commissaire évoque aussi la nécessité de prêter assistance aux migrant·es soumis·es à de telles instrumentalisation.

On ne peut certainement pas définir comme un phénomène nouveau l'instrumentalisation des crises migratoires de la part de pays tiers ayant des régimes non démocratiques ou explicitement autoritaires, ce qui est nouveau est peut-être l'impact et l'ampleur que ce phénomène a eu en Europe.

Mais Mme Van der Leyen dans son rapport a omis d'examiner le fait que c'est l'UE elle-même qui depuis plusieurs années conclut des accords avec des pays tiers, des accords qui sont pour la plupart secrets ou, en tout cas, non soumis au contrôle démocratique parlementaire, comme dans le cas du «non-accord» entre l'UE et la Turquie. Ce sont des accords prévus pour

arrêter les migrant·es, et qui ne prévoient aucune contrainte ni condition réelle de tutelle juridique, ni la protection contre les traitements auxquels sont soumises les personnes bloquées dans ces pays à cause de ces accords.

C'est donc la politique extérieure de l'UE en matière d'asile et l'externalisation des frontières qui génère des situations de crise explosives, qui peuvent ensuite être instrumentalisées par les pays tiers signataires de ce type d'accords et dont on déplore les comportements, a posteriori.

Je ne m'attarderai pas plus longtemps sur la cohérence de l'analyse de la Présidente Von der Leyen, je vais donc revenir au texte de la lettre susmentionnée, rédigée par les douze ministres, où illes demandent d'apporter des modifications importantes à l'actuel code frontières Schengen, c'est-à-dire le Règlement (UE 2016/399). A leurs yeux, dans ce règlement, il n'y aurait pas des lignes directrices claires concernant les mesures que les Etats membres pourraient adopter en cas d'attaque hybride, caractérisée par un afflux massif de migrant·es irrégulier·es, facilité, organisé et/ou poussé par un pays tiers (Dans le texte: a hybrid attack characterised by an artificially created large scale inflow of irregular migrants). Curieusement, le document ne tente pas de mieux définir l'un des concepts fondamentaux, voire, à partir de quel moment on peut taxer d'«artificiel» un flux de migrant·es. Doit-il être compris comme une arrivée de personnes qui sont contraintes de quitter le pays tiers mais qui ne veulent pas le faire? Ou encore est-ce qu'on devrait considérer comme artificiel le choix de migrant·es de quitter le pays dans lequel illes étaient bloqué·es dès que l'occasion, due à un changement politique, se présente? Ou encore, reconnaissant que l'instrumentalisation politique de telles situations peut avoir de graves conséquences,

quelles mesures devraient être prises pour gérer ce type de crise dans le respect des droits fondamentaux des personnes concernées?

Voici des questions qui ne trouvent aucune réponse dans la lettre, qui se borne simplement à se plaindre du fait que le droit communautaire ne prévoit aucune mesure, à l'exception de la surveillance de la frontière, pour empêcher les franchissements illégaux et qu'il n'existe aucune barrière physique comme mesure de protection des frontières extérieures de l'UE. Cela conduit à la seule proposition de la lettre: la mise en place de barrières le long de toutes les frontières extérieures comme mesure permanente, (et non comme une éventuelle mesure extrême en cas de crise), dont la réalisation devrait être une priorité pour l'Union européenne. (Dans le texte: Physical barrier appears to be an effective border protection measure that serves the interest of whole EU, not just Member States of first arrival).

Tout le long du texte, l'utilisation d'un langage militaire est frappante: ici les personnes, considérées comme des armes improprement utilisées par les pays tiers, perdent leur statut primaire de victimes et si l'on regarde bien, elles perdent même leur statut de personnes. Dans le texte, on ne voit jamais apparaître les mots «assistance», «accueil», «asile» ou «protection» si ce n'est dans un seul passage où il est fait référence à des systèmes de migration et d'asile surchargés, et dont les capacités d'hébergement seraient épuisées. Les personnes que la barrière physique empêcherait d'entrer sont conçues comme une masse indistincte d'ennemi·es. A aucun moment le document ne pose la question juridique et éthique de savoir comment examiner leur situation au cas par cas, ni comment autoriser à ces personnes l'accès à une procédure pour examiner leur demande d'asile, éventuellement menée à la frontière avec une procédure accélérée.

Dans la lettre, le droit d'asile en tant que droit fondamental prévu par le droit de l'Union et en particulier par la directive 2013/32/UE, le droit de demander protection à une frontière extérieure de l'UE, est ici simplement et tacitement abrogé. En même temps, l'interdiction du refoulement prévue par la Convention de Genève disparaît aussi, car il devient possible de refouler les gens à la frontière sans examiner leur situation individuelle.



Construire une chaîne d'approvisionnement équitable

Au printemps 2020, nous avons eu écho de problèmes chez SOS Rosarno: le confinement a durement touché la coopérative, et ce de manière inattendue. Du jour au lendemain les commandes sont restées en suspens. Mais les agrumes doivent être récoltés, sans ça il n'y a pas de récolte l'année suivante, et le fromage, lui, ne s'évapore pas, il commence à s'accumuler dans la cave. Les grossistes ont profité sans gêne de la situation en achetant les agrumes à un prix inférieur au prix de récolte, les ouvrier·es précarisé·es ont perdu leur revenu. Les conséquences du confinement ont été dévastatrices pour l'agriculture dans le sud de l'Italie

Quant aux refoulements collectifs, interdits par la législation européenne, ils sont donc désormais devenus possibles, voire la norme.

Dans un tel scénario, que reste-t-il du droit d'asile, conçu comme droit fondamental au cœur de la civilisation juridique européenne? Dans les faits, rien.

L'abrogation de facto du droit d'asile et la création de murs physiques ne peuvent être dissociées de l'usage impuni de la violence à l'encontre des personnes rejetées, car il n'existe pas de murs souples dont les personnes qui tentent d'entrer seraient renvoyées selon une procédure stricte avec des règles et des conditions. Pour être efficace, l'interdiction de passer le mur, donc le refoulement, doit être rapide et sommaire: et il doit être violent car la violence fait partie des mesures de dissuasion. Sinon, ce n'est qu'une perte de temps et d'argent.

Pour ces raisons évidentes et simples, toutes les tentatives qui ont devancé la construction de barrières physiques aux frontières extérieures de l'Europe ont, dans des contextes différents, les mêmes caractéristiques de violence systématique et de violation planifiée du code Schengen, plus précisément dans la partie qui devrait régir les «refoulements légitimes», c'est-à-dire effectués après contact avec la personne, vérification de sa situation et mise en œuvre d'une démarche motivée et notifiée, afin qu'elle puisse être soumise à un éventuel contrôle judiciaire. Je parle ici des pratiques mises en œuvre entre la Grèce et la Turquie, entre la Bulgarie et la Turquie, celles menées depuis des années entre la Croatie et la Bosnie, qui viennent d'être révélées par les images glaçantes du Lighthouse Report et pour finir la violence à la frontière entre Pologne et Biélorussie, qui a entraîné la mort de plusieurs réfugiés.

La demande d'une procédure légale est une chose stupide et impossible à obtenir si le but de cette procédure n'est pas un refoulement légitime mais le rejet de l'ennemi.

Si les douze signataires de la lettre s'étaient contentés de proposer de nouvelles mesures extraordinaires à intégrer dans la législation européenne, à appliquer seulement dans le cas d'une arrivée massive de migrant·es refoulés·es artificiellement vers l'UE par un pays tiers, leur demande aurait pu être examinée, critiquée, rejetée, amendée, dans le cadre d'un débat démocratique, certainement âpre, mais habituel.

Mais ce qui a été couché sur papier est tout autre chose: une tentative de subversion des principes du système démocratique de l'UE, une tentative si inédite que je pense qu'elle sera examinée par les historien·nes qui se pencheront sur notre époque comme étant l'un de plus significatifs manifestes idéologiques du néo-autoritarisme du 21^e siècle.

Si la réponse à chaque défi de notre époque, que ce soit la gestion de la pandémie ou la crise climatique, nous révèle qui nous sommes réellement, on peut dire que la gestion des migrations, notamment des migrations forcées, devient l'épreuve fondamentale pour la survie de la démocratie en Europe.

Gianfranco Schiavone

vice-président de l'association

d'études juridiques sur la migration - Italie

SOS Rosarno a vu le jour après les exactions de 2010¹ avec pour objectif de développer, en marge de la mafia calabraise et de son pouvoir de contrôle du marché dans l'agriculture industrielle, une production alimentaire qui respecte autant les producteurs et productrices que les consommateurs et les consommatrices, sans empoisonner la nature. SOS Rosarno est un projet qui lutte pour de meilleures conditions pour toutes les personnes concernées, les travailleur·euses (agricoles) migrant·es, les petit·es paysan·nes, les petits producteur/trices ainsi que les personnes en situation irrégulière.

En outre, une partie du bénéfice de tous les produits va au financement de projets qui s'engagent pour les droits des ouvrier·es agricoles, et qui promeuvent l'autonomie alimentaire et l'autodétermination des communautés locales. Cela en Italie ainsi qu'à l'étranger.

Penser un réseau de distribution

Au début à cinq, nous avons organisé un premier transport vers la Suisse en mars 2020, sans aucune connaissance préalable sur l'importation, le contact avec les sociétés de transport de marchandise, et les éventuels droits de douane, mais avec un solide réseau d'ami·es et un entraînement à l'organisation aiguë par des années de travail syndical. Nous n'avons pas envisagé de structure telle qu'une coopérative ou une association à ce moment-là, car nous n'envisagions qu'une livraison unique dans quatre villes de Suisse. Même sans campagne publicitaire, les commandes ont été passées en quelques semaines et ont dépassé de loin nos attentes. Quelques difficultés supplémentaires dues aux circonstances se sont ajoutées à ce premier transport. L'industrie étant déjà en arrêt depuis deux mois à ce moment-là – aucune caisse pour les agrumes et aucun bidon pour l'huile n'étaient disponibles pour SOS Rosarno, les sociétés de transport étaient capricieuses et donc la date de livraison n'était pas claire. Nous avons également dû accepter le fait que des fruits soient restés bloqués à la douane et aient pourri, parce qu'une formalité administrative n'avait pas été réglée. Depuis, nous avons créé une association, SolRosa². Celle-ci regroupe les commandes et organise le transport. Nous nous considérons comme une organisation à but non lucratif et comme un projet politique visant à éliminer autant que possible les intermédiaires et à rendre accessible une alimentation biologique abordable et de

qualité par l'importation directe. Les dons ou «bénéfices» sont reversés aux projets et organisations, aucun salaire n'est versé.

Plus importants que les clarifications juridiques sont les discussions au sein de l'association et les débats sur nos rapports avec les producteurs/trices et les consommateurs/trices. Ainsi nous avons décidé de ne pas réduire les prix pour les personnes à faible revenu: d'une part pour que celles-ci se fassent connaître auprès de nous et, d'autre part, fixer de tels prix serait très incommode. Nous attendons de ceux et celles qui le peuvent qu'elles donnent plus sans qu'on doive le leur demander à chaque fois.

Un fait intéressant: notre proposition d'augmenter les prix pour SOS Rosarno – un litre d'huile d'olive biologique coûte le même prix que le moins cher du supermarché – afin qu'elles gagnent plus en tant que producteurs et productrices, n'a pas été acceptée du tout. De leur point de vue, c'est leur rôle de fixer les prix et ceux-ci s'appliquent indépendamment de qui achète où. Nous avons dû également nous interroger sur la croissance de notre activité et sur une limite supérieure à celle-ci, durable pour SOS Rosarno et pour nous, après que le dernier transport, le plus important jusqu'à présent, ait réalisé un chiffre d'affaires de près de 100.000 francs suisses. Organiser un transport de ce montant est encore viable pour nous en tant qu'association. A l'avenir, la publicité restera inchangée, mais l'auto-organisation d'autres sites en plus de Bâle, Berne, Bienne, Lucerne et Zurich serait la bienvenue. Pour nous, il est important de ne pas nous institutionnaliser ni de créer des dépendances et des attentes auxquelles nous ne pouvons pas répondre. Les gens de SOS Rosarno sont heureux de notre travail et voient les transports vers la Suisse comme un bon complément au leur, de sorte qu'elles ont pu commencer la saison 2020/21 sans dettes, pour la première fois en 10 ans. Et puis nous ne privons pas la population locale de nourriture, il y a largement assez de producteurs/trices locaux/ales pour tout le monde.

Ne pas devenir lucratif!

Ces débats chez nous ont répondu aux interrogations de certaines personnes qui considèrent SolRosa comme une entreprise avec un fort potentiel lucratif et veulent s'enrichir avec elle. Restructurer une association avec beaucoup de travail bénévole en une entreprise à but lucratif ne serait pas seulement

1. Article paru dans il Riformista du 12/10/2021.

2. Organisation intergouvernementale réunissant quatre pays d'Europe centrale: la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie. Ces pays sont tous des Etats membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

une question juridique, mais signifierait aussi une manière complètement différente de traiter avec nos collaborateurs et collaboratrices, ce que nous ne souhaitons pas.

Par rapport à d'autres structures similaires, nous avons la possibilité de réduire les frais fixes au minimum – la commande doit être récupérée par les membres en un jour, nous n'avons pas d'espace de stockage. Cela signifie – outre que nous sommes tributaires de la spontanéité et des lieux de solidarité – que nous ne pouvons pas commander de surplus et que si un produit n'est pas livré, nous ne pouvons pas le remplacer. Exactement sur ce point (il y a eu des produits défectueux à chaque livraison), on voit rapidement comment les client·es se perçoivent et quelle relation nous avons avec elleux. Ce que nous recherchons, c'est une chaîne d'approvisionnement sur un pied d'égalité, où les erreurs sont également possibles. Nous ne voulons pas de comportement comme dans un grand magasin. Ce type de rapport d'égal·e à égal·e ne peut pas être imposé et, dans le pire des cas, les personnes qui ne souhaitent qu'une relation claire de fournisseur·euse à client·e ne commanderont plus.

Actuellement, les dépenses et obligations sont si réduites que nous pouvons les payer de notre poche si nécessaire. Cela nous libère de la pression de générer des revenus et nous permet de nous organiser comme nous l'entendons. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer l'effort des différents membres actifs, même si entre-temps, nous avons pu passer de la saisie sur documents Excel à une boutique en ligne, ce qui nous épargne bien des soucis.

Cette boutique en ligne ouvre aussi de nouvelles possibilités. Elle nous permet de lancer davantage de campagnes avec beaucoup moins d'efforts. Nous pouvons désormais proposer des produits de boulangerie provenant d'une commune libertaire appelée Urupia, près de Rosarno. Si tout se passe comme prévu, nous ajouterons bientôt des produits de nettoyage et des savons de l'usine autogérée *Vio.Me* de Grèce, qui a fait l'objet de répressions répétées de la part de l'Etat depuis sa reprise par les travailleur·euses.³

Si, en plus de cela, on pouvait trouver une bonne alternative aux entreprises de transport auxquelles on a recours aujourd'hui, et qui fonctionnent de manière très classique, le chemin du champ à l'assiette pourrait devenir plus humain, et ce même dans le cadre capitaliste actuel.

Que retire-t-on de tous ces efforts? Nous savons ce que nous mangeons, d'où cela vient et quelles sont les conditions de travail – et nous pouvons l'organiser nous-mêmes.

Christoph Kienholz
Solrosa

SOS Rosarno: <<https://www.sosrosarno.org>>

Solrosa: <<https://solrosa.org>>

1. Voir De Lampedusa à Rosarno: EuroMirage, Jean Duflot, Goliath/Forum Civique Européen, septembre 2011.

2. Contacts: *Solidarietà con/per SOS Rosarno, Solidarietà avec et pour Rosarno*

3. <http://www.viome.org/>

FEMINISME/MIGRATION

Asile féministe

Le 11 novembre 2021, la pétition féministe européenne pour une reconnaissance des motifs spéciaux d'asile pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+* a été lancée. Les signatures sont recueillies dans tous les pays européens et en Suisse.

La violence sexuelle et sexiste (y compris la violence domestique, l'exploitation sexuelle, le mariage forcé, les mutilations génitales, la traite, les lois discriminatoires, le rejet, la privation d'enfants) pousse de nombreuses femmes, filles et personnes LGBTQIA+ à fuir leur pays et à demander l'asile en Europe. Ces personnes sont quasi systématiquement exposées à la violence et à l'exploitation tout au long de leur parcours migratoire: violence sexuelle par les trafiquants ou dans les camps de réfugié·es, exploitation sexuelle ou travail forcé et emprisonnement par les bandes de trafiquants dans les pays de transit. Mais elles sont aussi souvent menacées et exploitées dans les pays européens d'arrivée. En outre, elles sont confrontées à des procédures d'asile inadéquates et à un accueil indigne. Les procédures d'asile ne permettent pas d'identifier les survivant·es de violences sexistes ou les victimes de la traite des êtres humains; les structures d'hébergement sont inadéquates et les mesures de soutien font défaut. Leurs motifs spécifiques d'asile ne sont souvent pas reconnus, malgré les principes formulés dans plusieurs directives de l'UE et les clauses de la Convention d'Istanbul, qui

reconnaissent la violence sexiste à l'égard des femmes comme une forme de persécution leur donnant droit à une protection internationale.

Plus de 30 organisations en Suisse et dans plusieurs pays européens ainsi que les personnalités suivantes ont signé la pétition (jusqu'au délai rédactionnel): Ariane Ascaride, artiste, écrivaine (F), Michèle Bernard, chanteuse (F), Robert Guédiguian, cinéaste (F), Malik Salemkour président de la Ligue des droits humains (F), Valérie Manteau, écrivaine (F), Pinar Selek, écrivaine (F), Nena Venetsanou, chanteuse, écrivaine, compositrice (Gr).

Le 11 mai 2022, jour anniversaire de la signature de la Convention d'Istanbul (2011), nous voulons remettre les signatures collectées au Parlement européen. Veuillez lire et signer la pétition sur le site feministasylum.org et encourager vos ami·es et connaissances à en faire autant.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

* Le terme «femme» comprend toute personne qui s'identifie comme telle, quel que soit le sexe qui lui a été assigné à la naissance. Il en va de même pour le terme «fille», qui désigne une mineure. LGBTQIA+ comprend toutes les personnes qui s'identifient comme lesbiennes, gays, bisexuels, trans, intersexes, queers, asexuels (ou autres).

SUISSE/MIGRATION

Agir contre Frontex

Le 22 septembre 2021, le Parlement suisse a décidé de soutenir l'agence de protection des frontières de l'Union européenne, Frontex, à hauteur de 61 millions de francs suisses par an au lieu de 14 – et cela, alors qu'il est désormais de notoriété publique que Frontex se rend complice de violations massives des droits humains aux frontières et en mer.

Le vote final a été serré, 88 voix contre 80 et 28 abstentions. Les «non» venaient du Parti socialiste (PS), des Verts et en partie du groupe SVP*. De nombreux/ses autres représentant·es de l'UDC se sont abstenus·es.

Plusieurs petites organisations qui défendent les droits des migrant·es ont décidé de lancer un référendum contre cette décision. Le Forum Civique Européen (FCE) est à leurs côtés. Entre-temps, d'autres organisations, ainsi que le Parti des Verts et le PS, ont rejoint le mouvement. Il n'est pas acceptable que la Suisse, avec l'argent des contribuables se chiffrant en millions, finance de plus en plus activement les machinations de Frontex et mette à disposition un nombre toujours croissant de garde-frontières. Frontex échappe à tout contrôle démocratique sérieux. La Suisse devrait mettre fin à sa coopération au lieu de l'accroître.

Une feuille de référendum est jointe à l'édition suisse de ce numéro d'Archipel. Veuillez la signer! Pour que le référendum ait lieu, 50.000 signatures de personnes ayant le droit de vote en Suisse sont nécessaires. La date limite de

collecte des signatures est fixée au 20 janvier 2022. Le temps presse! Veuillez également mobiliser votre entourage. Le formulaire rempli peut être envoyé au Forum Civique, case postale, 4001 Bâle ou directement au comité référendaire: Comité référendaire «Non au référendum Frontex», Réseau de solidarité avec les migrant·es, Waldmannstrasse 17a, 3027 Berne, <frontex-referendum@immerda.ch>, <www.frontex-referendum.ch>. D'autres feuilles peuvent également être téléchargées sur notre page d'accueil: <www.forumcivique.org>.

Vous trouverez des informations détaillées dans le dossier «Frontex et la Suisse: la défense migratoire à tout prix» sur la page d'accueil de Solidarité sans frontières: <www.sosf.ch>, News.

Michael Rössler
FCE - Suisse

* Swiss People's Party: populiste de droite, antimigration, mais aussi anti-UE. Cela explique le comportement de vote de certains parlementaires de l'UDC qui rejettent l'élargissement de la coopération avec Frontex en raison de leur opposition à l'UE ou pour des raisons de neutralité.

Vous construisez, nous occupons!

Depuis la fin du mois d'août, des activistes pour le climat occupent un chantier d'autoroute à Vienne. Le fait que des collectifs citoyens appellent également à des blocages et que des groupes actifs dans la lutte pour le climat unissent leurs forces illustre bien le caractère de plus en plus conflictuel de la «ville modèle en matière de climat».*

«Mettre en place des transports publics au lieu de voler des espaces verts» - c'est l'un des slogans d'un des nombreux blocages de chantiers de construction de routes cette semaine à Vienne.

«Le trafic est assez gênant quand on dort, mais le froid est bien pire», dit Amina Guggenbichler en empruntant un chemin de terre battue entre les tentes, derrière les grilles du chantier. «Mais nous ne laisserons certainement pas un énorme projet accroître encore plus nos émissions à effet de serre», ajoute-t-elle, combative.

La jeune femme fait partie des dizaines d'activistes pour le climat qui occupent depuis une semaine plusieurs sites de construction de la voie rapide de Hirschstetten, dans la banlieue de Vienne. La «voie rapide», doux euphémisme pour désigner une autoroute de trois kilomètres de long et de 50 mètres de large, censée canaliser le trafic de desserte de la ville lacustre d'Aspern, au nord-est de Vienne, vers le périphérique extérieur et soulager ainsi les zones résidentielles, selon la promesse des politiciens.

L'occupation du chantier n'ouvre pas seulement un nouveau chapitre du débat sur la mobilité dans la capitale autrichienne, majoritairement gouvernée par les sociaux-démocrates, la désobéissance civile de groupes locaux tels que *System Change not Climate Change*, *Extinction Rebellion* ou *Fridays for Future* l'a hissé à un tout autre niveau. Pendant de nombreuses années, le différend sur les projets d'infrastructure nuisibles au climat s'est joué sur le papier ou devant les tribunaux. Les principaux acteurs en étaient des organisations environnementales et les collectifs citoyens. Récemment, cependant, le porte-parole du collectif local *Hirschstetten Retten* a annoncé que les collectifs en avaient assez: «Vous construisez, nous occupons!». Et c'est ce qui s'est passé.

La politique des «crânes de béton»

À Vienne, les grands projets sont également très contestés. Le conseiller municipal responsable des transports, Ulli Sima, n'est pas seulement un fonctionnaire chevronné du SPÖ¹, il a également derrière lui une carrière politique qui va des Verts à l'organisation environnementale Global 2000 en passant par les Amis de la Nature. Sima tente depuis des années d'obtenir le label de «ville modèle en matière de climat» pour la capitale. Toutefois, l'image verte n'est crédible que dans une certaine mesure, car la municipalité continue de faire avancer de grands projets d'infrastructure controversés, tels que la troisième piste de l'aéroport de Vienne-Schwechat (*Dritte Piste*) ou le *Lobautunnel*.

L'autoroute de Lobau, un périphérique extérieur qui devait creuser un tunnel de huit kilomètres sous le parc national de la plaine d'inondation du Danube, est depuis devenue le symbole d'une politique des transports rétrograde et a valu à l'administration

municipale, progressiste selon les normes autrichiennes, le qualificatif typiquement viennois de «politicien-es à crâne de béton».

«47 % des habitant-es de Vienne ne possèdent pas de voiture et n'ont pas les moyens d'en acheter une. C'est pourquoi ce projet est en fait antisocial», explique Florian Mayr d'*Extinction Rebellion*. Lui aussi occupe. Il trouve «particulièrement étrange» que le projet soit parrainé par le parti social-démocrate.

Les groupes d'action ont également les scientifiques et les gestionnaires de transport de leur côté: bien que l'Autriche ait réussi à réduire les émissions de CO₂ dans certains secteurs – notamment grâce à la crise du Covid l'année dernière – c'est précisément l'augmentation du transport motorisé privé qui a annihilé toutes les «économies» faites en 2020.

Le *Verkehrsclub Österreich* (VCO)², orienté vers l'environnement, avait déjà exigé en août dernier: «Le premier pas important vers la réalisation de l'objectif climatique, est de renoncer à toutes les mesures qui entraînent une augmentation du trafic automobile et du trafic des camions.»

Selon des chercheur·euses de l'université technologique de Vienne, la construction de nouvelles routes «de délestage» n'est pas une méthode appropriée pour s'attaquer au problème: les routes de délestage, la voie rapide de Hirschstetten par exemple, se rempliront tôt ou tard de voitures car elles rendent la conduite automobile plus attrayante.

Vers une coopération plus étroite

C'est probablement ce qui a motivé la ministre de l'Environnement Leonore Gewessler, du parti des Verts, lorsqu'elle a annoncé, début juillet, que tous les projets de construction de

l'entreprise publique *Asfinag*, la «*Autobahnen- und Schnellstraßen-Finanzierungs-Aktiengesellschaft*»³, seraient réévalués quant à leur pertinence en termes de protection du climat.

L'*Asfinag* ne construit pas seulement la jonction de Hirschstetten, qu'Amina Guggenbichler et ses camarades de lutte occupent, mais aussi l'autoroute de Lobau et d'autres projets de construction routière dans toute l'Autriche. Bien que les évaluations dussent être terminées d'ici l'automne, M. Gewessler doit faire face à une opposition massive sous la forme de menaces de poursuites judiciaires et de critiques dans les médias venant de toutes parts.

L'*Asfinag* elle-même, cependant, se montre pour le moins détendue quant à l'occupation actuelle dans la banlieue de Vienne. L'extension est une «mesure visant à accroître la sécurité routière», a déclaré une porte-parole à *Klimareporter*. Il serait possible de résoudre les problèmes liés à l'occupation des lieux dans un délai raisonnable. «Par conséquent, nous misons sur la communication et nous nous abstenons actuellement de procéder à l'expulsion du chantier.» Guggenbichler, de *Fridays for Future*, rétorque: «Nous ne voulons pas d'une mobilité qui émet encore plus de CO₂. Nous voulons une mobilité tournée vers l'avenir!» C'est pourquoi elle est venue pour rester.

Même si l'expulsion des occupant-es par la police se fera tôt ou tard, pour Florian Mayr, c'est déjà un succès. «C'est la première fois que les groupes climat nouvellement formés en Autriche collaborent aussi étroitement. *Extinction Rebellion*, *Fridays for Future*, *System Change not Climate Change* et le *Conseil de la jeunesse*: on apprend à se connaître et à créer une confiance mutuelle - pour les futures actions.»

Christof Mackinger
Journaliste, Vienne

* Cet article a d'abord été publié sur *Klimareporter.de* le 10 septembre et dans le journal viennois pour sans-abri, *Augustin* le 6 octobre.

1. Le Parti social-démocrate d'Autriche est un parti politique autrichien de centre gauche.
2. Organisation autrichienne qui milite pour une mobilité écologiquement compatible, socialement juste et économiquement efficace.
3. Société de financement des autoroutes et des voies rapides.



Déclaration aux peuples du monde et aux médias

Voici la déclaration du Congrès National Indigène-Conseil Indigène de Gouvernement (CNI-CIG). Aujourd'hui, 25 ans après avoir décidé de cheminer dans la lutte, la résistance et la rébellion, avec le soutien de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), nous sommes le Congrès National Indigène et nous nous adressons aux peuples du monde pour leur transmettre notre parole.

Le 12 octobre 1996, comptant avec l'incommensurable présence de la Commandante Ramona, du Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène-Commandement Général de l'EZLN, à la suite de quoi commencerait à se fissurer le siège imposé contre ce dernier; et avec la participation de plus de 3000 délégué·es de tout le Mexique, pour la première fois, nous, les peuples originaux, avons pu nous réunir et nous connaître pour rêver un espace d'organisation propre, le Congrès National Indigène (CNI), selon les 7 principes du «*commander en obéissant*» qui propulserait un pays différent, dans lequel nous pourrions être pleinement reconnu·es dans nos droits et nos cultures.

Comme antécédent de cet événement historique, nous avons réalisé deux forums nationaux préalables et nous avons accompagné la *Marche de la couleur de la Terre* sous la conduite de l'EZLN, en l'an 2001, avec comme objectif de faire pression sur l'Etat mexicain pour le respect des Accords de San Andrés «*sur les Droits et la Culture Indigène*». Cette marche a été suivie par la trahison des Accords de San Andrés par tous les partis politiques et les pouvoirs de l'Etat, l'oubli de notre lutte de la part de celles et ceux qui l'avaient convertie en mode passagère, la désorganisation d'une partie du mouvement indigène, la continuité du CNI au travers de la région Centre-Pacifique (il y a 20 ans), la décision de faire nôtre la *Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone* de l'EZLN, assumant la lutte anticapitaliste, d'en bas et à gauche, ce qui nous a valu un encore plus grand isolement vis-à-vis de la classe politique autoproclamée de gauche, d'ONG et de «personnalités» qui auparavant avaient proclamé être nos amies et nos alliées.

Pendant ces 25 années, nous avons appris que notre parole collective est celle de la lutte pour la vie et que, comme depuis plus de 500 ans, les spoliations de nos terres, de notre culture et de nos formes de vie nous affectent, nous poussent à nous organiser et à lutter. Aujourd'hui, la spoliation et l'exploitation capitalistes faites guerre, sont prêtes à réaliser de grands et dangereux méga projets qui sèment la mort dans toutes les géographies indigènes du Mexique et qui, par le règne de la violence, cherchent à garantir les profits de groupes criminels et du réseau économique et politique qui les soutient; celui-là même qui n'a de cesse dans son obstination à voir nos peuples exterminés. Cette guerre que nous vivons dans les communautés du Mexique, qui nous a empli·es de deuil et de rage, c'est celle que livrent les politiques, les entreprises et les groupes délinquants qui, ensemble, forment le gouvernement du Mexique et servent un système mondial qu'est le capitalisme.

En son nom, les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui ont commis de graves crimes destinés à réprimer nos peuples, lorsque nous avons collectivement décidé de notre destin; et nous n'oublions pas la guerre sale avec ses milliers d'exécuté·es, de torturé·es et de disparu·es, le massacre d'Acteal au Chiapas, le massacre de Aguas Blancas, les assassinats de Betty Cariño, du professeur zapatiste Galeano, de l'enfant Hidelberto Reyes dans la communauté de Santa María Ostula et de notre frère Samir Flores Soberanes; ou encore la disparition des 43 étudiant·es d'Ayotzinapa; nous n'oublions pas nos frères et sœurs disparu·es, comme Sergio Rivera Hernández de l'organisation MAIZ; ni nos compaño·es emprisonné·es pour leurs luttes et poursuivi·es pour leurs idées et pour leur intégrité dans la défense de ce qui est sacré, comme Fidencio Aldama de la Tribu Yaqui et Fredy García Ramírez du Comité pour la Défense des Droits Indigènes, à Oaxaca.

Nous sommes elles et eux, et depuis nos assemblées communautaires et gouvernements autonomes, nous n'arrêterons jamais de construire la justice, d'exiger le châtiement des coupables de ces crimes et nous ne reculerons pas d'un pas dans la lutte pour la vie, qui était aussi la cause de toutes celles et ceux qui nous manquent aujourd'hui.

A 25 ans de cette lutte de résistance et rébellion, nous disons clairement: nous voulons nos territoires libérés de méga projets de mort. Nous ne voulons pas du train maya qui transforme tout le sud/sud-est de notre pays en un maillon du capital transnational, sur ses voies et leurs alentours, générant extraction, contamination, destruction, spoliation et privatisation dans toute la région. Nous ne voulons pas du couloir transisthmique qui transforme en une usine d'énergie éolienne, de sous-traitance et d'exploitation de minerais des zones entières, depuis l'Océan pacifique jusqu'au Golfe du Mexique, nous ne voulons pas non plus du Projet Intégral Morelos qui porte atteinte au territoire des communautés de Tlaxcala, Puebla et Morelos dans les villages du volcan Popocatepetl et

qui réprime par la mort celles et ceux qui le remettent en question ou s'opposent, comme le *compañero* Samir Flores Soberanes.

Ainsi, en 2018, nous reconnaissant les un·es les autres dans nos différences géographiques et culturelles, nous avons constitué, avec des conseillères et des conseillers des peuples indigènes intégrés au CNI, le Conseil Indigène de Gouvernement (CIG), qui est devenu notre voix face à la nation et au monde, voix qu'a exprimée et qu'exprime notre Porte-parole Marichuy. Cette année-là, avec l'EZLN, nous avons parlé au pays et en réponse nous avons compté avec la participation du peuple du Mexique dans la collecte de signatures pour participer à l'élection présidentielle lors de la tournée du CIG dans tout le pays. A ce moment-là, nous nous sommes rendu compte que la lutte pour la vie et l'urgence de reconstruire sur ce qui a été détruit par le capitalisme, s'exprime dans toutes les langues et dans tous les secteurs sociaux de ce Mexique. Chacun·e à sa façon, à son heure et à sa manière.

Et cette année, pendant le *Voyage pour la Vie*, avec la délégation de l'EZLN, nous voyons l'Europe rebelle, d'en bas et à gauche; et nous écoutons sa parole qui est aussi la lutte pour la vie. Avec sa résistance et sa rébellion, et avec la nôtre, nous nous comprenons parce que nous rêvons un même monde, dans lequel nous aurions toutes et tous notre place.

Aujourd'hui, à 25 années de distance, nous convoquons toutes celles et ceux qui dans le collectif et l'individuel font partie du CNI, ou ont accompagné, même en qualité d'observateur/trices, son passage dans ce quart de siècle, à une réflexion collective profonde, au travers de réunions, forums, conférences et activités de toutes sortes qui se réaliseront à partir de ce 12 octobre et jusqu'au 12 octobre de l'année 2022 terminant par une grande Assemblée; cette réflexion collective profonde cherchera à répondre à la question «*Et ensuite?*».

Avec toutes, nous cherchons à avoir une oreille unique pour écouter ce que la résistance et la rébellion dans le monde ont à nous dire, pour nous connaître et nous organiser depuis la géographie d'en bas, là où les choses qui définissent le futur, celles qui commencent à guérir la terre et nos peuples à la suite du désastre mondial, sont réellement en train d'arriver.

Cordialement,

A 25 ans de résistance et rébellion,
Pour la reconstruction intégrale de nos peuples,

Jamais plus un Mexique sans Nous.

Congrès National Indigène
Conseil Indigène de Gouvernement

11 octobre 2021

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

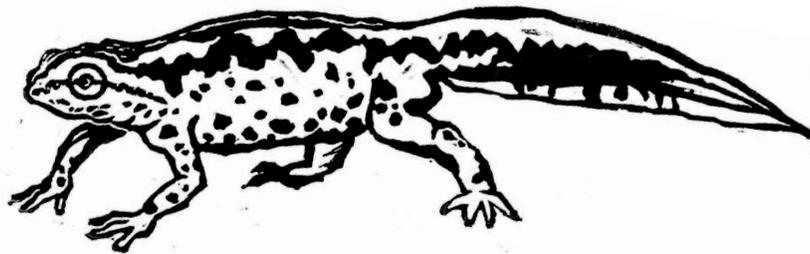
Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans



Lettre ouverte au COI

Sauvez les Carpates - Pas de Jeux Olympiques d'hiver en Ukraine! Cela fera bientôt quatre ans que nous vous informons régulièrement sur les menaces qui planent sur des massifs magnifiques dans les Carpates en Ukraine à cause de méga projets touristiques¹. En 2021, ce danger s'est confirmé avec plusieurs déclarations du Président et du Premier ministre qui expriment leur rêve d'accueillir les jeux olympiques d'hiver dans les Carpates². En septembre 2021, lors d'une visite du président du Comité International Olympique (CIO), Thomas Bach, à Kiev, le président Volodymyr Zelensky a annoncé son intention de déclencher le mécanisme de dépôt de demande officielle.

Le Bruno Manser-Fonds et le Forum Civique Européen ont donc pris l'initiative d'adresser une lettre ouverte* au Prince Albert II, président de la commission de la durabilité et de l'héritage du CIO. Ce courrier a été signé par une quarantaine d'organisations de plus de quinze pays³.

Lettre ouverte

Nous, les organisations soussignées, vous écrivons pour vous faire part de notre vive inquiétude quant aux risques environnementaux et de corruption liés aux jeux olympiques d'hiver que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé son intention d'organiser lors de discussions avec le président du CIO, Thomas Bach, lors de sa récente visite en Ukraine.

Nous craignons en particulier que les projets de construction massive actuellement prévus dans les Carpates ukrainiennes n'endommagent de manière irréversible l'une des dernières zones sauvages véritablement exceptionnelles d'Europe, dont certains sites du patrimoine mondial protégés par l'UNESCO.

Le gouvernement ukrainien se sert des discussions sur d'éventuels jeux d'hiver pour justifier des méga projets très dommageables liés aux intérêts d'oligarques, qui comportent des risques importants de destruction de l'environnement et de corruption. Ces projets ne représentent en aucun cas un développement durable. Et ils ne correspondent certainement pas aux idéaux olympiques.

- Toutes les zones en question sont situées à moins de 2000 mètres d'altitude et ne sont donc pas adaptées à l'organisation de jeux d'hiver en période de changement climatique.
- Les méga stations de ski prévues à Svydovets et à Borzhava ne reposent pas sur des infrastructures et des communautés existantes. Au contraire, elles seraient érigées au milieu de paysages largement vierges, dans un écosystème de montagne extrêmement fragile.
- Des dizaines d'espèces végétales et animales menacées vivent dans ces zones d'une biodiversité exceptionnelle, dont un certain nombre d'espèces endémiques.
- Aujourd'hui encore, l'approvisionnement suffisant en eau est un sujet de préoccupation majeur dans la région. Une gestion équitable et équilibrée de l'eau serait une grande source de conflit avec les communautés locales, étant donné la consommation massive d'eau des stations.
- En prévision de la construction des stations et de l'augmentation inévitable du prix des terrains, des dignitaires locaux et des personnes ayant des relations politiques ont déjà commencé à s'approprier illégalement des terrains dans les zones de construction prévues.
- Dans le cadre des projets en cours concernant une immense station de ski dans le massif de Svydovets, dans la région de Yasinya, l'Ukraine ne respecte pas la convention d'Aarhus et la convention d'Espoo. En mars 2019, le secrétariat de la convention d'Espoo a ouvert un dossier sur cette question à la suite d'une plainte de la Hongrie. A ce jour, l'Ukraine n'a pas répondu officiellement aux questions soulevées par la Hongrie concernant l'impact environnemental transfrontalier du projet Svydovets.
- Les plans de la station sont liés à des personnes dont les antécédents sont très douteux en termes de gouvernance et de respect des procédures.

Dans son dernier rapport annuel sur la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, adopté le 11 février 2021, le Parlement européen critique clairement le «*projet illicite de station de ski à Svydovets*» et «*encourage l'Ukraine à investir dans une infrastructure touristique sûre et durable d'un point de vue écologique et environnemental et invite les autorités ukrainiennes à empêcher les projets futurs de nuire à l'environnement en améliorant le contrôle, la transparence et la mise en œuvre des analyses d'impact environnemental et du devoir de diligence*».

Nous rappelons au CIO sa responsabilité globale en matière d'environnement, en particulier dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la Diversité Biologique (CDB). Nous demandons au CIO de soutenir la lutte mondiale contre la corruption conformément à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) et d'œuvrer en faveur de la durabilité et de la protection de l'environnement stipulées dans la charte olympique.

Pour les raisons susmentionnées, nous demandons au Comité olympique de cesser d'accorder au gouvernement ukrainien tout type de soutien pour ces projets hautement problématiques dans les Carpates et d'user de son influence pour le dissuader de causer des dommages irrémediables à cette région montagneuse intacte.

Nous vous remercions de votre attention.

Cordialement,
Dr Lukas Straumann, Directeur du Bruno Manser-Fonds
Nicholas Bell, Coordinateur international, FCE - France

* Envoyée à Prince Albert II, International Olympic Committee President, Sustainability and Legacy Commission, Château de Vidy, CH-1007 Lausanne Switzerland.

Copie à Volodymyr Zelensky, Président de l'Ukraine, Thomas Bach, président du CIO, Inger Andersen, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Gouvernement hongrois.

1. Notre premier article «*Défendre le massif Svydovets*» a été publié dans l'Archipel n° 265 de février 2018.

2. «*Obsession olympique*», Archipel n° 302 d'avril 2021.

3. Pour voir la liste des signataires: <www.forumcivique.org>.